



Mission régionale d'autorité environnementale

Île-de-France

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas  
dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale le  
projet de zonage d'assainissement  
de Saint-Germain-sur-École (77)  
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement**

n°MRAe ZA 77-012-2018

## **Le président de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,**

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;

Vu le code des collectivités territoriales et notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés du 12 mai 2016, du 19 décembre 2016, du 16 octobre 2017 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 2 mars 2017 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, abrogeant la décision du 30 juin 2016 sur le même objet ;

Vu la délégation de compétence donnée par la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France à son président pour le présent dossier, lors de sa réunion du 3 mai 2018 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet de zonage d'assainissement de Saint-Germain-sur-École, reçue complète le 26 mars 2018 ;

Vu la consultation de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France en date du 4 avril 2018 ;

Considérant que la demande concerne la révision du zonage d'assainissement des eaux usées et du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Saint-Germain-sur-École (347 habitants en 2012) qui, d'après les éléments joints à la demande, accueillera 430 habitants en 2030 ou en 2040 ;

Considérant que la collecte et le traitement des eaux usées du territoire sont assurés par un réseau de type séparatif auquel sont raccordées toutes les constructions à l'exception de 2 propriétés (lesquelles disposent d'installations autonomes mises en conformité d'après les éléments joints à la demande), et que les eaux collectées sont traitées par une unité de traitement gérée par le syndicat intercommunal d'assainissement du confluent Rebais-École et située à Perthes-en-Gâtinais ;

Considérant qu'en matière d'assainissement des eaux usées, le projet de zonage prévoit de classer en assainissement collectif tous les secteurs actuellement desservis par le réseau de collecte susmentionné ainsi que les zones d'urbanisation future du territoire et en assainissement non collectif le reste du territoire ;

Considérant qu'en matière de gestion des eaux pluviales, le projet de zonage prévoit que

pour l'ensemble du bourg, dont l'aptitude des sols à l'infiltration n'est pas bonne d'après les éléments joints à la demande, les eaux pluviales (sauf exception) doivent être stockées et évacuées à la parcelle et que l'imperméabilisation des sols doit être limitée ;

Considérant que le dossier joint à la demande montre que le pétitionnaire a identifié les enjeux environnementaux les plus prégnants à prendre en compte, qui sont liés :

- à l'amélioration de la qualité des rejets de l'unité de traitement des eaux usées, qui est concernée par des surcharges hydrauliques par temps de pluie en raison d'eaux claires parasites permanentes
- à la limitation des risques d'inondation par ruissellement des eaux pluviales dans des secteurs identifiés et par débordement du ru de la Rionnerie ;

Considérant que le dossier joint à la demande montre que les enjeux environnementaux les plus prégnants ont été pris en compte, et qu'en particulier un programme de travaux visant à supprimer les mauvais branchements à l'origine des eaux claires parasites permanentes dans le réseau d'eaux pluviales a été établi ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de zonage d'assainissement de Saint-Germain-sur-École n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes ;

## DÉCIDE

### Article 1er :

Le projet de zonage d'assainissement de Saint-Germain-sur-École n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2 :

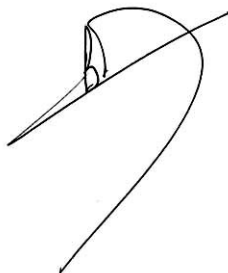
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de zonage d'assainissement de Saint-Germain-sur-École est exigible si les orientations générales de ce document viennent à évoluer de manière substantielle.

### Article 3 :

En application de l'article R.122-18 (II) précité, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou ou de mise à disposition du public.

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,  
son président délégué

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that starts with a small loop and ends with a long, sweeping tail.

Christian Barthod

#### Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.